



Communiqué de presse

Initiatives sur les pesticides de synthèse et eaux propres

Le 13 juin prochain, nous, les membres productrices, transformatrices et citoyennes* du MAPC, Mouvement pour une Agriculture Paysanne et Citoyenne, sommes appelées à voter sur deux initiatives qui nous concernent directement. Le MAPC est un mouvement paysan et citoyen regroupant une quarantaine de structures de production et artisanes, avec des magasins de distribution alternative, et environ 150 citoyennes genevoises qui se joignent aux paysannes pour repenser le modèle agro-industriel actuel qui va droit dans le mur. Lors d'une assemblée générale extraordinaire, nous nous sommes réunies pour débattre et prendre position à la suite d'un consensus sur ces deux initiatives.

IN pour une Suisse libre de pesticides de synthèse

Les membres du MAPC se sont prononcées* de manière unanime en faveur du OUI pour une Suisse libre de pesticides de synthèse !

Du point de vue des paysannes, les pesticides détruisent notre outil de travail, la terre, et il est impératif de préserver nos sols, qui au rythme actuel seront morts dans 10 ans. Du point de vue des mangeuses/citoyennes, les pesticides ont des impacts négatifs sur notre santé (problème cardiaques, de fertilité, de respiration, cancer, etc.) et sur la qualité des aliments que l'on mange. Or, ces deux composantes sont essentielles au bien-être et à la survie des êtres humains sur notre terre.

Tissant les liens entre les productrices et les mangeuses, le MAPC estime qu'il est important de soutenir cette initiative pour les arguments cités précédemment, mais aussi parce que cette initiative permet de s'opposer à la smartagriculture, qui remplace les humains par des robots, et d'avoir davantage de paysannes dans des terres vivantes. Pour rappel, depuis plus de 50 ans, nous assistons à une désertification humaine des exploitations agricoles, le secteur paysan dans le monde du travail ne représentant plus que 2% de l'ensemble de la population active, contre environ 30% en 1950. Face à cet important basculement de modèle sociétal, le MAPC milite pour une agriculture à visage humain, dont les produits sont cultivés par des femmes et des hommes, ainsi que pour le retour aux champs des citoyennes. Cela créerait des emplois, pour autant que la Confédération accompagne la réflexion sur les prix et les salaires rémunérateurs (voir ci-dessous).

Cette initiative est aussi intéressante, car elle prend en compte les conditions de production des aliments importés. Ceci permet de comparer les produits indigènes et importés sur des critères similaires et d'une part, d'aborder la question de la provenance des aliments que l'on mange et d'autre part, de réduire la concurrence des produits importés sur les produits suisses.

De plus, interdire les pesticides de synthèse signifie promouvoir nos modèles de ferme (agriculture paysanne), qui ont pour mots d'ordre la résilience des petites fermes à taille humaine et l'indépendance des pratiques agricoles!

Et tout ceci avec un État qui endosserait l'entière responsabilité de la bonne application de la loi, sans se décharger sur les paysannes. Autrement dit, cette initiative permet une solidarité entre l'État et les paysannes, entre les citoyennes mangeuses et les paysannes. La responsabilité est du ressort de tous et de toutes.

Cependant, le MAPC profite de cet espace de parole pour alerter sur l'imperfection de cette initiative, en particulier au niveau de la question sociale qui n'est pas abordée.

Que compte mettre la Confédération en place pour nous aider nous, paysannes, à faire la transition ?

* L'utilisation du féminin générique est utilisé pour des fins de lisibilité et inclut toutes les identités de genre.

Qu'en est-il du prix rémunérateur des produits paysans? Aujourd'hui les aliments sont achetés aux paysannes* à un prix bien en deça du coût réel de production, ne leur permettant pas de survivre sans subventions de la Confédération (excepté l'agriculture contractuelle, encore très minoritaire dans notre pays).

Que compte faire la Confédération pour s'assurer que nous puissions acheter du bio à prix raisonnable, nous, citoyennes de toutes les classes sociales?

Même si cette initiative ne répond pas à ces questions, elle permet d'enfoncer la porte et de les aborder. Le MAPC soutient donc cette initiative et vous invite à réfléchir à l'étape suivante et à la défendre à nos côtés :

Changer le système pour mettre en place un prix rémunérateur et des salaires justes pour les paysannes, ainsi qu'un accès aux produits de qualité pour toutes les citoyennes !

IN pour une eau potable propre

Concernant l'initiative pour une eau potable propre, le MAPC se positionne contre cette initiative. Bien que les valeurs défendues par l'initiative, telle que la protection de l'eau potable et de l'environnement, soient défendues par le MAPC, la solution proposée pour arriver à ce but commun n'est pas adéquate. Le fond est pertinent, mais la forme est inadaptée et crée de la discrimination. Le MAPC déplore ce point, car cela démontre une méconnaissance du monde paysan.

L'initiative rate totalement sa cible en utilisant l'outil des paiements directs pour réguler l'utilisation des pesticides dans les terres. Ce système est discriminatoire, car les exploitations les plus rentables pourraient facilement se passer des paiements directs et par conséquent, en échappant aux mesures de contrôle et de régulation préconisées par l'initiative, elles ne remettraient pas en question leurs pratiques polluantes. Voter oui ne contribuerait qu'à créer un clivage dans le monde agricole et à engendrer une agriculture à deux vitesses, sans régler le problème de la pollution des eaux.

De plus, la contrainte proposée par l'initiative vis-à-vis du fourrage nuit à la coopération et à la culture positive d'échange inter-fermes. Les paysannes ne pourraient plus s'échanger leurs surplus de production, comme elles le font depuis des siècles, selon des mécanismes naturels de coopération et d'entraide. Il est également très dommageable de ne pas mentionner les importations et de ne pas imposer des conditions similaires de production pour les produits importés. Le MAPC milite pour une solidarité paysanne internationale aux côtés de la Via Campesina, et ne peut pas imaginer interdire la pollution de nos eaux ici, mais de cautionner indirectement leur pollution ailleurs.

Cette initiative remet toute la responsabilité de la pollution des eaux sur les paysannes. Si le monde paysan est d'accord d'agir à son échelle pour lutter contre la pollution de l'eau, il est important de remettre la responsabilité sur l'ensemble de la société et sur le modèle capitaliste et productiviste dans lequel, nous, paysannes et citoyennes, devons évoluer. Là aussi, la justice sociale liée au prix rémunérateur et au prix accessible de la nourriture est complètement mise de côté par cette initiative.

Par ailleurs, le MAPC désirerait que la question de l'enseignement et de la recherche publique soit davantage prise en compte et accompagnée. Comment se passer de pesticides ou d'autres produits de synthèse si la recherche et l'enseignement ne mettent que très peu de moyens en œuvre pour développer et diffuser les connaissances actuelles en agriculture biologique et en agroécologie? Le MAPC milite donc pour une recherche et un enseignement public libre des lobbys, favorisant les agroécosystèmes résilients et indépendants. Notre avenir en dépend !

GREVE DE L'AVENIR VENDREDI 21 MAI : le MAPC vous invite à nous rejoindre ! Rendez-vous à 16h sur la Plaine de Plainpalais !

Contact : Lucie Buttex, lucie@mapc-ge.ch (076 679 60 35). Plus d'info : mapc-ge.ch

* L'utilisation du féminin générique est utilisé pour des fins de lisibilité et inclut toutes les identités de genre.